

Nouvelle campagne pour le Service national universel, malgré les critiques

Paris, 8 nov. 2021 (AFP) -

Le gouvernement, qui a lancé lundi sa campagne de recrutement pour le Service national universel (SNU), voudrait plus que tripler en 2022 le nombre de participants à ce dispositif encore basé sur le volontariat, en passant de 15.000 jeunes cette année à 50.000.

Ce lundi, "nous ouvrons à tous les jeunes de 15 à 17 ans les inscriptions pour l'édition 2022 du Service national universel", a indiqué Sarah El Haïry, la secrétaire d'Etat chargée de la jeunesse et de l'engagement, dans le dossier de presse de lancement.

"L'édition 2022 sera cruciale. Elle permettra d'ancrer durablement le déploiement des différentes phases de cette politique publique à destination de la jeunesse et de franchir des étapes importantes", a-t-elle poursuivi.

A terme, le gouvernement voudrait le rendre obligatoire.

Promesse de campagne du président Emmanuel Macron, le SNU se présente comme un moment de cohésion, "visant à recréer un temps de creuset républicain et à transmettre le goût de l'engagement", selon le cabinet de Sarah El Haïry.

Il se déroule en plusieurs phases.

Pendant quinze jours, les jeunes volontaires participent d'abord à un "séjour de cohésion", moment de vie collective dont les journées débutent avec la "levée des couleurs" (le drapeau), avant des activités liées à différentes thématiques.

Puis les participants doivent s'engager auprès d'une association, d'une administration ou d'un corps en uniforme pour une mission d'intérêt général de 84 heures.

Après une première expérimentation en 2019 auprès de 2.000 jeunes volontaires dans 13 départements, puis une session annulée en 2020 en raison de la crise sanitaire, 15.000 jeunes ont participé cet été à des stages dans toute la France. Nettement moins que les 25.000 qui étaient prévus en début d'année.

Trois sessions de "séjours de cohésion" seront proposées à différents moments de 2022, en février, juin et juillet, avec un budget de 110 millions d'euros, en hausse de 48 millions d'euros par rapport à 2021.

- "Trop militarisé" -

Selon un bilan de l'édition 2021, réalisé par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) dont le questionnaire a été rempli par 3.773 jeunes, les participants sont "largement satisfaits de leur séjour, malgré des éléments restant à améliorer".

Mais la satisfaction est moins grande chez les 10% de jeunes qui considèrent que le SNU leur a été imposé, essentiellement par leur famille. Parmi eux, 19% se disent insatisfaits de leur expérience (contre 6% des volontaires). Ils sont 32% à trouver qu'il y a eu trop de règles de discipline et 20% que les journées étaient "très difficiles à vivre".

"Ces nuances sont à prendre en compte dans le cadre de la généralisation du SNU sous une forme obligatoire" à terme, résume l'INJEP.

Car le Service national universel est loin de faire l'unanimité. Ses opposants, dont des organisations lycéennes et étudiantes, continuent à s'interroger sur son coût élevé et sur l'orientation du dispositif.

"On a la sensation que c'est un peu une opération de soumission de la jeunesse", résume à l'AFP Camille Lecomte, co-secrétaire générale du Mouvement national lycéen (MNL), membre du collectif "Non au SNU", qui organise une réunion publique sur ce sujet mercredi à la Bourse du Travail à Paris.

"Quand on est jeune, en France, on essaie de développer l'esprit critique des lycéens et des jeunes. Et on a l'impression que le SNU ne se prête pas vraiment à ça", poursuit-elle.

"On est sur quelque chose de beaucoup trop militarisé", estime Colin Champion, secrétaire national de l'Union nationale lycéenne (UNL).

Du côté de la Fage, syndicat étudiant, "on s'est toujours opposé à sa mise en place, dans sa forme en tout cas, en





PAYS :France
SURFACE :104 %
PERIODICITE :Quotidien



► 8 novembre 2021 - Edition Fil Gen

dénonçant son caractère obligatoire (à terme, ndlr) ainsi que son budget exorbitant", rappelle son président, Paul Mayaux.

"Ce n'est en aucun cas un moyen d'émanciper les jeunes", assure la présidente de l'Unef (Union nationale des étudiants de France), Mélanie Luce, pour qui "c'est reproduire les codes militaires".

Pour cette étudiante en droit, "si on veut construire les citoyens de demain, il faut surtout leur expliquer leurs droits, leur rôle dans la société, et faire un apprentissage vers ce rôle de citoyen".

slb/asm/lbx/ide

Afp le 08 nov. 21 à 17 56.

